



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Gustave-RODRIGUES-precurseur-du>

# Gustave RODRIGUES, précurseur du distributisme ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 873 - décembre 1988 -

Date de mise en ligne : jeudi 4 juin 2009

Date de parution : décembre 1988

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

C'est en 1935 que Gustave Rodrigues d'apporta aux Editions Liberté, 6 bis, rue de l'Abbaye, Paris, le manuscrit de son ouvrage intitulé « Le Droit à la Vie », sous-titré « L'unique solution du problème social ». Ce livre ne semble pas avoir vu le jour mais, grâce à un ami dont le père connaissait l'auteur, nous avons pu retrouver cet important témoignage des origines du Distributisme. A l'époque, Jacques Duboin venait de fonder sa « Ligue pour le Droit au Travail et le Progrès social », face à un challenge mondial gigantesque (de 30 à 40 millions selon l'estimation de Rodrigues). Mais ce dernier voyait d'un œil l'impossibilité de promettre du travail à tous. Il écrit en effet : « Le challenge prolongé et gigantesque a une signification profonde : il marque le passage chaotique et douloureux de l'ère du travail à celle des loisirs ». D'ailleurs, il voyait que : « Economiquement, l'humanité est dans un cul-de-sac ». Inéluctablement, le travail tend vers zéro car il est repris par la machine. « Donner du travail » revient, pour les gouvernements à reprendre la vieille idée des ateliers nationaux de 1848, rien de plus. L'ordre social ne peut donc plus être fondé sur le travail humain : comme l'a dit Léonine, « le monde qui reposait hier sur des épaules de chair, repose aujourd'hui sur des épaules de fer ». L'homme est bien devenu, selon Claude Bernard, « le contremaître de la création », mais par machines interposées, où le facteur humain n'est plus qu'un anachronisme. La richesse collective produit la misère individuelle. Jamais l'humanité n'a été plus riche (en 1935, la semaine de 16 heures s'instaurait aux Etats-Unis) tandis que jamais les hommes n'ont été plus pauvres ! Visionnaire, Rodrigues prévoit alors que « le résultat le plus certain du challenge, ce sera la fin du capitalisme », qui ne peut plus vivre que de rapines, les scandales étant sa condition d'existence. Il devra sa ruine à ce qu'il se révèle incapable de distribuer ce qu'il produit.

Les uns craignent de ne pouvoir vendre, les autres de ne pouvoir acheter la production des machines, et entre les deux l'Etat craint aussi de ne plus recevoir la même prime sur des transactions qui ne se font plus. Rien ne vaut plus rien, car nous avons de tout à profusion, tout en demeurant persuadés qu'il n'y en a pas pour tout le monde ! On est resté à la loi de la jungle, de Malthus, de Darwin, mais en donnant la priorité absolue au robot, seul rentable, sur l'être humain. Ce dernier, qui ne représente en énergie, qu'un millionième de turbine de 1935, peut-il prétendre avoir une quelconque valeur économique ?

« S'il n'y a pas destruction de richesses, il y a disparition du profit : tout le capitalisme est contenu dans ce postulat ». Et c'est à l'Etat qu'il incombe de socialiser les pertes, le coût de la destruction de la production invendable, au lieu de la distribuer. Ceux qui peuvent encore consommer paient donc pour que ceux qui le voudraient ne le puissent pas ! D'ailleurs en 1935 se profilait la concurrence japonaise : « ses montres, qu'il jette sur le marché à raison de 150F le kilo, sont en train de tuer l'horlogerie de Neuchâtel et de la Chaux-de-Fonds ».

Tout est tellement abondant que le signe mesurant la rareté, la monnaie, tend lui-même à disparaître aussi. C'est la fin du régime des prix et la renaissance du troc, plus rentable car supposant deux désirs sans valeur marchande fixe, pouvant donc se passer de monnaie, de prix fixe pour tout le monde. C'est finalement ce qui se passe dans les opérations de compensation bancaire, d'enchères, de mise à prix et de négociations directes. Avec une monnaie imprévisible, commercer n'est plus un échange, c'est spéculer. Posséder de l'argent n'est pas plus sûr que d'avoir une marchandise quelconque. Le but est donc d'augmenter, non pas la masse monétaire, mais sa vitesse de circulation (idée proudhonienne) jusqu'à supprimer l'argent le jour où il devient obstacle aux trocs, aux échanges. Ni inflation, ni déflation : circulation. Ce n'est pas parce que l'argent ne circule pas qu'il y a crise, mais c'est parce qu'il y a crise de consommation que l'argent ne peut plus circuler et devient parasite.

Pour Rodrigues, ce qui fait obstacle à la distribution gigantesque, c'est l'attachement à la propriété individuelle, sur laquelle est fondé le capitalisme : « Alors qu'en règle générale les différents

droits reconnus également à l'homme sont à base d'égalité, seul le droit de propriété est à base d'inégalité, car il n'est pas accessible à tous au départ, l'héritage commun étant confisqué par certains. Cela malgré le fait que la propriété n'apporte plus la sécurité car les patrons demandent à être salariés ».

Les scandales et la violence sont dus à cette hypertrophie monstrueuse d'une richesse accaparée non répartie. « Nous sommes bien revenus à l'époque d'une nouvelle féodalité, plus féroce parce que plus systématique et plus rationnellement organisée que celle du Moyen-Âge ». « L'esclave antique était propriété du patron, qui devait en assurer l'entretien ». L'esclave moderne n'est plus objet de localisation de services, donc réduit à une notion abstraite de « prestataire de service », placé sur le même plan que la machine quant à son utilité pour le capital.

Mais ce même esclave est censé, non seulement fournir les services qu'on lui demande, quand on en a besoin, mais consommer la production selon les besoins qui sont créés par le profit. Le détenteur de l'outil de production touche donc un profit des deux mains car « comme travailleur, je produis 10 mais touche 8, et comme consommateur je paie 12 et reçois 10 ». Ce n'est pas le vol que dénonce Proudhon, mais une forme subtile d'usure. Le vol proprement dit atteint toute sa dimension avec le capitalisme bancaire. A ce propos, Gustave Rodrigues constate que la banque, en tant qu'intermédiaire, ne produit rien. Il oublie son rôle de créatrice de monnaie scripturale, constituant actuellement les trois quarts de la masse monétaire de transaction.

Mais lorsqu'il écrit : « la banque mène le monde » et que « les banquiers sont rois », qu'ils détiennent, « sans rien produire et précisément parce qu'ils ne produisent pas, tous les postes de commande de la production », Rodrigues rejoint finalement l'analyse de Jacques Duboin, pour lequel la pseudo-production d'argent par les banques (« créations ex nihilo » selon les termes de Jacques Riboud) n'est qu'un profit supplémentaire qu'elles se procurent, par des jeux d'écritures comptables. « Le capitalisme aboutissant à l'omnipotence des banques n'a-t-il pas signé sa propre condamnation » ?

Condamner le capitalisme, c'est finalement condamner, sinon toute propriété individuelle, du moins celle des moyens de production. Pour Rodrigues, la propriété est un « crime social » qu'il faut supprimer avant qu'elle se supprime elle-même dans une crise terrible (dont on voyait déjà les premières convulsions en 1935 et qui allait éclater de manière effroyable par la guerre mondiale). Le capitalisme, dans son genre se veut distributisme dans la mesure où il répartit, non pas les profits, mais les pertes et les destructions de richesses, où il supprime, finalement les objets de propriété lorsqu'ils sont trop nombreux pour que son profit puisse se maintenir. La guerre n'est qu'un avatar logique des assainissements de marché et autres gels de terres que l'on connaît bien. « Le capitalisme, qui n'est possible que par la rareté, génératrice du profit, cherche à tuer l'abondance qui le fait disparaître ». On détruit d'abord les produits puis, si ce traitement ne suffit pas, on détruit leur cause : les moyens de production. Tout cela à titre onéreux bien entendu, payé par la société solvable. Au Sénat français, le rapporteur de la Commission des Finances, Marcel Rognier, demande candidement : « Est-ce le moment de pousser à des recherches scientifiques qui ne pourront peut-être que nous gêner ? », recueillant l'assentiment général... « Et M. Jacques Duboin d'insister avec force les besoins comme tels ne comptent pas économiquement, mais seuls parmi eux les « besoins solvables ».

Lorsqu'il y a abondance (« surproduction » en termes capitalistes), il n'y a plus à changer, il n'y a qu'à distribuer. Le passage du rare à l'abondant entraîne logiquement celui du payant au gratuit. La non participation de l'abondance conduit à des aberrations telles que cette affirmation solennelle de la C.G.T. en 1934 : « Le droit au travail se confond pour nous avec le droit à la vie ». Rodrigues est ici en avance sur son temps lorsqu'il dénonce l'imposture du plein emploi et même sa contradiction intrinsèque car le propre du progrès social est de réduire, et à terme de supprimer, le travail humain : « le loisir doit devenir la règle et le travail l'exception ». « Déshonorons le travail » s'écriait alors un autre visionnaire, Joseph Dubois. Personne ne revendique le droit au service militaire ou à l'impôt, qui sont des charges. Je n'ai pas droit au service de travail pour la société, mais à la sécurité vitale qu'un tel service doit me garantir, d'une manière ou d'une autre. C'est ainsi que Rodrigues parvient naturellement à la notion de « service civil » minimal, que Jacques Duboin appellera « service social ».

Dans cette humanité enrichie par la science, nous n'avons plus le choix qu'entre une politique de destruction et une politique de distribution. L'on sait quel choix a été fait cette année après que ces lignes furent écrites... Cette notion de redistribution de la production des machines entraîne naturellement celle de l'allocation d'une monnaie de consommation, sous forme de « bons de consommation » et de « monnaie à court terme ». Mais pour cela, la transition ne peut être que révolutionnaire. Rodrigues salue d'ailleurs, à ce propos, Jacques Duboin qui n'a pas hésité à intituler un de ses ouvrages : « La Grande Révolution qui vient », considérant le régime capitaliste comme définitivement condamné. Car il lui faut être totalitaire, dictatorial, pour pouvoir conserver son système de profits antisociaux, s'il ne veut pas refaire appel à la méthode - trop coûteuse sans doute à ses yeux - de la guerre mondiale. Ne pouvant plus vivre de profits, il en est réduit aux rapines (prédateurs, O.P.A., raids, etc.) exactement comme la féodalité du Moyen-Age. Rodrigues refuse donc l'idée de Jacques Duboin de jeter « un pont entre le passé et l'avenir » car « cette distribution du travail que préconise Jacques Duboin, le capitalisme la refuse ». Cela serait trop dangereux pour son existence. Mais il faut viser à cet ordre nouveau, tout de suite, sans trait d'union avec ce qui est déjà mort.

Il faut exiger la maximisation du bonheur pour le plus grand nombre possible, non pas au moyen d'un minimum vital mais de ce que Rodrigues appelle un « minimum maximum, porté aussi haut que le permettent les possibilités de l'heure », fonction à la fois de la dignité de la personne et du rendement de la production.

Rodrigues distingue les besoins fondamentaux, incompressibles, pour lesquels seraient distribués des bons de consommation nominatifs et personnels afin d'éviter toute spéculation, ainsi que des redistributions en nature ; et les besoins plus spirituels, accessibles au moyen d'une monnaie gratuitement distribuée mais à court terme « non thésaurisable », permettant des choix et des initiatives personnelles. Ceux qui refuseraient le « service civil de travail » recevraient des « bons de consommation de moindre valeur ». La monnaie de compte à court terme servirait à procurer « un supplément de jouissance, mais non pas à vous conférer une puissance ». On sera donc en devoir de la dépenser dans un temps très court, « pour tuer en vous un souci d'épargne qui n'aura plus aucune raison d'être ». Les grosses entreprises seraient socialisées mais les petites unités de production individuelles seraient respectées. Rodrigues esquisse alors tout un plan de transmission des richesses au pays : transports, commerce, banque. Celle-ci serait remplacée par un « Institut National unique » à succursales, facilitant la transmission des richesses. « La banque de l'avenir sera presque une banque de troc : produits contre produits, services contre services. »

Pour conclure, Rodrigues développe son thème essentiel, le Droit à la Vie, par opposition au « droit au travail » et autres revendications mal comprises. « Le danger pour l'humanité, c'est de ne pas se mettre assez vite à la page. Car si les circonstances sont révolutionnaires, les esprits ne le sont pas. Ils continuent à voir l'avenir à travers le prisme du passé. Ils réclament du travail, de l'argent, tout ce qui est en voie de disparition rapide, tout ce qui n'est qu'une survivance et qui est en train de perdre sa raison d'être. Ils sont effarés quand ils nous entendent tenir le langage contraire : loisir et gratuité. »

« On ne veut, ni ne peut comprendre qu'il faut en effet s'installer dans le chômage et l'aménager ». Contrairement au positivisme d'Auguste Comte qui divinise la société (le Grand-Etre), Rodrigues estime que celle-ci n'est qu'un moyen au service de l'individu. Pas de « religion de l'humanité » donc, même si Rodrigues n'évite pas tout à fait le piège de la « religion et de l'individu » et de l'anthropocentrisme polluant qu'elle suppose. Mais au moins, on ne saurait le taxer de collectiviste ou de communiste ! Ses jugements sont très actuels, à 53 ans de distance : « L'indigence de pensée, le manque d'imagination, la puérilité des conceptions de ceux qui nous dirigent est quelque chose de proprement effarant. En toute sincérité, ils nous promettent « la fin de la crise » et « la reprise des affaires » ! Ces hommes, fossilisés dans des formules anciennes, entrent dans l'histoire à reculons. « Le résultat d'un tel délire, c'est qu'ils nous proposent comme idéal, une vie diminuée, équilibrée, ratatinée. Leur programme se résume en un mot. Tout ce qu'ils ont à nous offrir, c'est le Droit à la Mort ». Ou leur formule, ou la nôtre. Ou la bourse, ou la vie !

L'ouvrage de Rodrigues se termine par une « Déclaration du Droit à la Vie » qui mènerait à être

rappelé dans « La Grande Révolte », ainsi que par un plan précis de réorganisation économique selon les principes ci-dessus exposés. En conclusion, Gustave Rodrigues peut à bon droit être considéré comme un des pères fondateurs de l'Économie Distributive, dont le flambeau allait être repris de main de maître par Jacques Duboin et transmis à ses continuateurs actuels. Le message reste le même, l'unité de pensée converge vers le même objectif, qu'il nous appartient maintenant de réaliser, si le temps en est bien venu.